



Mai  
2021

# TCHAD :


## SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

---


Note de plaidoyer en faveur d'une réponse coordonnée  
et inclusive en matière de sécurité alimentaire et  
nutritionnelle au Tchad

# MESSAGES CLÉS

---

- 1**  **La malnutrition aigüe, une triste réalité qui continue de toucher des millions de personnes au Tchad, notamment les enfants affectant gravement leur santé et leur développement et qui demeure la première cause de mortalité infantile.**

En 2021, il y aura plus de 2,2 millions de personnes souffrant de malnutrition aigüe, parmi lesquelles plus de 400 000 cas d'enfants de moins de cinq ans sévèrement affectés, près de 1,5 million de cas modérés, et près de 350 000 cas modérés de femmes enceintes et allaitantes qui auront besoin de réhabilitation nutritionnelle. De ce fait, une amélioration de la couverture de prise en charge est nécessaire afin d'atteindre les zones éloignées ou inaccessibles à travers l'ouverture de nouvelles unités nutritionnelles fixes et mobiles.

- 2**  **L'insécurité alimentaire sévère, une menace pour de nombreux ménages particulièrement vulnérables aux chocs lors des saisons critiques et qui se retrouvent dans des situations de fragilité extrême.**

Si le Gouvernement, la société civile et les partenaires humanitaires et de développement ne prévoient pas une assistance alimentaire pendant la saison de soudure, plus de 1.7 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère vont recourir à des stratégies de survie négatives.

---

# 3



## **La réponse durable aux crises alimentaires et nutritionnelles passe par une approche holistique et combinée pour limiter leur aggravation et réduire les risques et vulnérabilités.**

Les besoins sont en augmentation, soit en termes de nutrition et d'assistance alimentaire que de soutien aux moyens d'existence. Si les provinces en insécurité alimentaire sévère, qui en plus d'avoir des taux très élevés de MAG et MAS avec un accès très limité aux services sociaux de base (comme l'accès à l'eau potable et aux soins de santé), ne seront pas couvertes par une aide alimentaire d'urgence accompagnée d'une prise en charge des enfants et des femmes enceintes et allaitantes touchées par la malnutrition, le risque d'avoir une augmentation des taux de MAG et de MAS est très élevé.

Si un soutien d'urgence aux moyens d'existence n'est pas apporté aux populations les plus vulnérables déjà en phase sous pression, le risque qu'elles basculent, l'année prochaine, en phase de crise et par conséquent aient besoin d'une aide alimentaire d'urgence est très élevé. Une approche qui prévoit une assistance alimentaire suivie d'un appui aux moyens d'existence aura un effet bénéfique pour ces ménages en réduisant leur vulnérabilité et en augmentant leur capacité de résilience et inversera les tendances croissantes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire dans ces zones.

# 4



## **Une action urgente est nécessaire afin de contrer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Tchad**

En cas d'impossibilité à rassembler tous les fonds nécessaires, les partenaires et membres des clusters seraient dans l'obligation de réduire le volume de l'assistance. En outre, une nouvelle aggravation de la situation alimentaire et nutritionnelle pourrait avoir un impact sur la situation politique et sécuritaire dans le pays.



# APERÇU DE LA SITUATION



**5,1 millions**  
de personnes en  
situation d'insécurité  
alimentaire



**Avant-dernière  
position**  
dans l'indice de la  
faim dans le monde



**401 000**  
cas prévus de  
malnutrition aigüe  
sévère en 2021

## Insécurité alimentaire et malnutrition

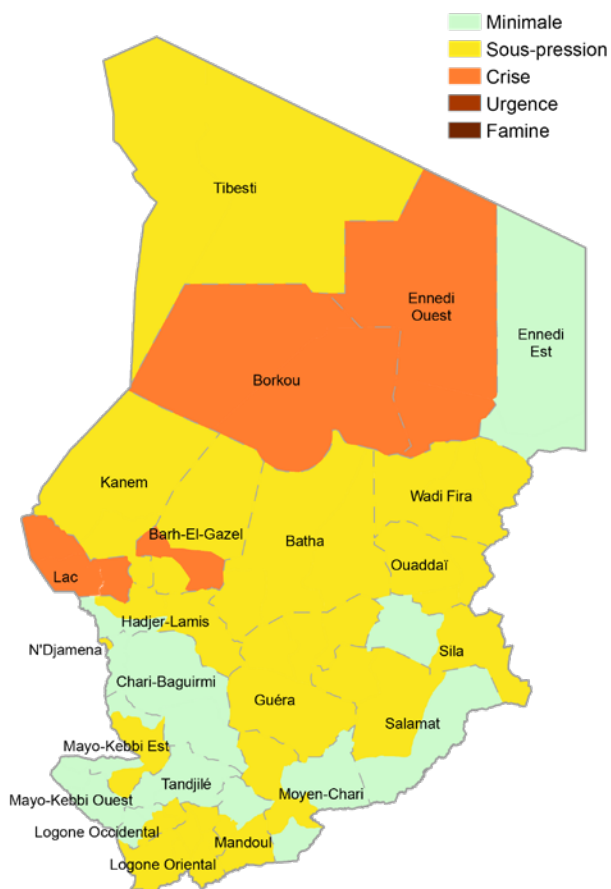
Plus de 1,7 million personnes souffrent d'insécurité alimentaire sévère et plus de 401 000 enfants sont exposés à la malnutrition aigüe sévère avec un risque de mortalité très élevé.

Plus de 5,1 millions de personnes seront affectées par l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure (juin-août 2021) dont plus de 1,7 million en insécurité alimentaire sévère dans 24 départements du Tchad (voir carte) selon les projections du Cadre Harmonisé de mars 2021. Cette situation est en hausse par rapport

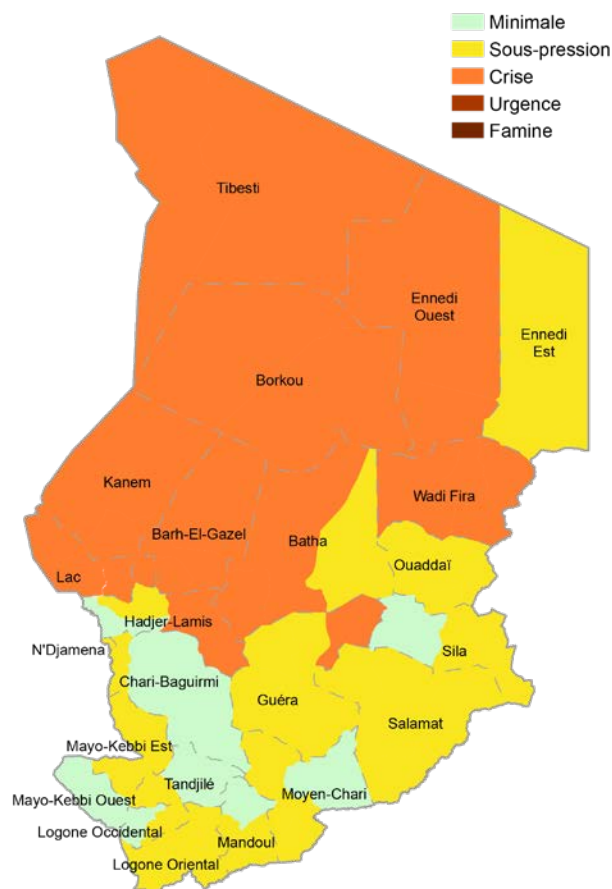
à la période mars-mai 2021 où près de 4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire.

Selon le Cadre Harmonisé de mars 2021, la situation alimentaire est restée affectée par l'instabilité sécuritaire liés aux conflits, la destruction des champs à la suite des inondations dues à la forte pluviométrie de la saison pluvieuse 2020, l'impact économique des mesures COVID-19, les maladies et épizooties. La hausse des prix des céréales, la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales et cultures de rente/céréales, ainsi que l'accès à l'eau potable et la morbidité ont également impacté négativement la consommation alimentaire, l'état nutritionnel et l'évolution des moyens d'existence.

## Situation alimentaire et nutritionnelle courante (mars - mai 2021)



## Situation alimentaire et nutritionnelle projetée (juin - août 2021)



Plus de 2,6 millions de personnes sont actuellement dans la phase sous pression. Selon les projections du Cadre Harmonisé, cette population sera en augmentation à la prochaine période de soudure (juin à septembre 2021), passant à 3,3 millions. Les personnes en phase crise sont actuellement près de 1,2 million alors qu'en situation projetée elles seront plus de 1,6 million. A ce nombre, s'ajouteront 165 410 personnes en phase d'urgence pendant la période de soudure.

La situation alimentaire des ménages, déjà impactée par les difficultés économiques que connaît le pays depuis quelques années et des quantités insuffisantes des productions agricoles, est exacerbée par la pandémie de la COVID-19 qui a entraîné la mise en place, par le Gouvernement, des mesures restrictives pour endiguer sa propagation. Ces mesures ont perturbé le fonctionnement des marchés en bloquant les chaînes d'approvisionnement (flux intérieurs et import/export) et ont eu un impact sur les moyens d'existence par la limitation de l'accès aux sources de revenus, entraînant une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Ce dérèglement généralisé du fonctionnement de l'économie a engendré une situation d'insécurité

alimentaire aigüe continue pour un nombre important de ménages les plus vulnérables du Tchad, ce qui pourrait entraîner une utilisation accrue de stratégies d'adaptation néfastes :

- Consommer des aliments moins appréciés, moins chers ;
- Réduire le nombre de repas par jour ;
- Réduire le nombre de repas des adultes au profit des enfants ;
- Vendre leurs moyens de subsistance pour accéder à la nourriture.

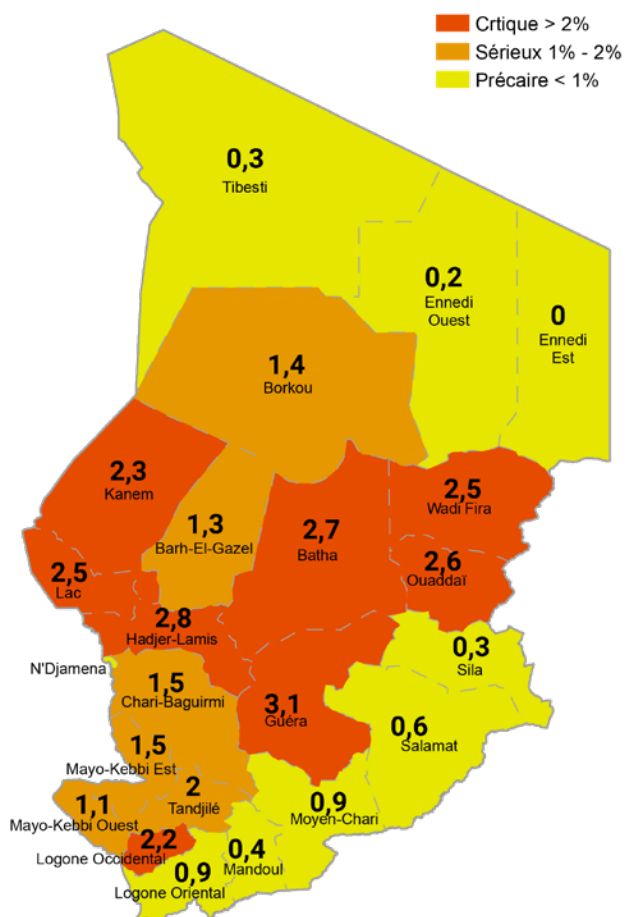
**Les personnes en insécurité alimentaire sévère**, dont la situation pourrait se dégrader davantage en 2021, nécessitent une assistance alimentaire d'urgence.

### Les enfants affectés par la malnutrition aigüe globale

en raison de l'accès limité aux aliments de base, à l'eau potable, à l'hygiène et assainissement et aux soins de santé primaire sont également concernés. De même que les femmes enceintes et allaitantes qui sont particulièrement vulnérables en raison de leur état nutritionnel précaire.



## Prévalence de la malnutrition aigüe sévère (MAS)



La situation nutritionnelle demeure préoccupante dans l'ensemble du pays, avec un état alarmant dans 15 des 23 provinces dont les taux de malnutrition aigüe (MAG) globale, de la malnutrition aigüe sévère (MAS) et de mortalité brute et des moins de 5 ans ont dépassé le seuil OMS (Enquête SMART 2020). Au total 13 provinces sont en phase critique (MAG>15% et/

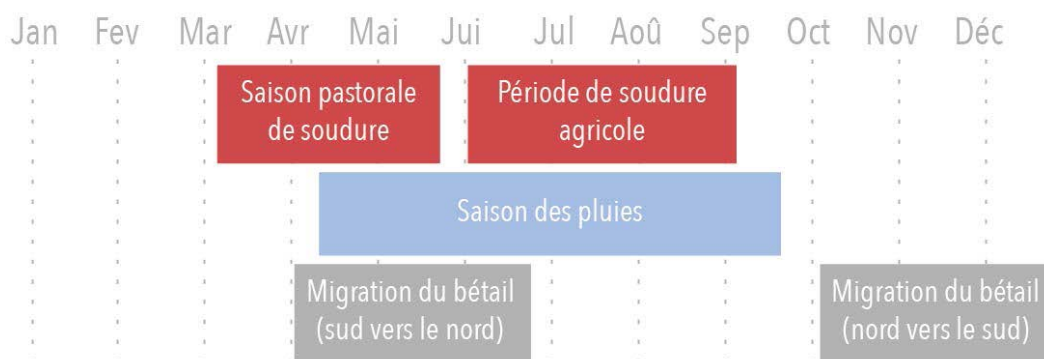
ou MAS >2%), 3 provinces avec mortalité des enfants de moins de 5 ans > 2/10 000 enfants/jour. Malgré l'organisation de l'Enquête SMART 2020 en période post-récolte (période de baisse de la prévalence de la malnutrition aigüe), la prévalence de la MAG a atteint le seuil d'alerte de 10% de l'OMS et les seuils d'urgence de 15% de MAG et de 2% de MAS ont été dépassés respectivement dans six et huit provinces.

Environ 3,8 millions de personnes ont besoin d'une aide nutritionnelle en 2021, dont 1,9 millions d'enfants de moins de 5 ans affectés par la malnutrition aigüe avec 401 090 cas sévères. La malnutrition a des répercussions graves sur le développement global de l'enfant et reste l'une des principales causes de mortalité chez l'enfant. Elle entraîne des séquelles parfois irréversibles notamment le retard de croissance, les troubles de développement cognitif ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses comme la rougeole mais aussi la déscolarisation pour certains enfants.

Malgré les multiples efforts du Gouvernement, de la société civile et des partenaires humanitaires et de développement, la malnutrition reste importante au Tchad. Considérant cet aperçu préoccupant de la situation nutritionnelle, caractérisé par des crises multiformes aigües et des facteurs contributifs pouvant aggraver la détérioration de l'état nutritionnel, les besoins du secteur de nutrition sont principalement la prévention et la prise en charge de la malnutrition aigüe, la promotion d'une bonne alimentation du nourrisson et du jeune enfant ainsi que la prévention et le contrôle des carences en micronutriments.

L'Indice de la faim dans le monde (GHI, 2017) classe le Tchad en situation « alarmante »<sup>1</sup> et le rapport sur le coût de la faim montre que 43% de la mortalité infantile est liée à la sous-nutrition<sup>2</sup>.

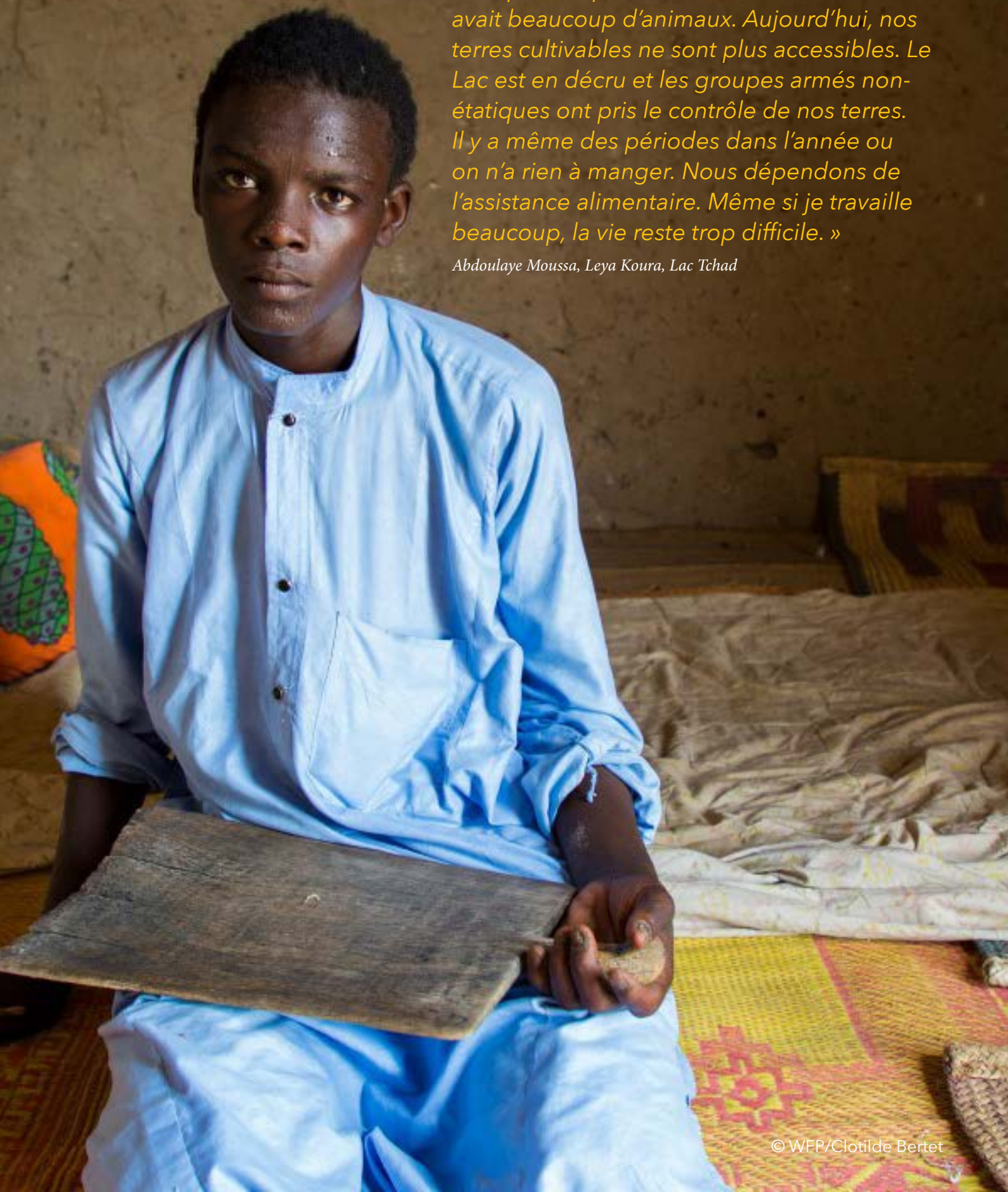
## Calendrier



## Témoignage de bénéficiaire

« Quand j'étais petit, il faisait plus frais et il avait plus de pluie. On cultivait le maïs et on avait beaucoup d'animaux. Aujourd'hui, nos terres cultivables ne sont plus accessibles. Le Lac est en déclin et les groupes armés non-étatiques ont pris le contrôle de nos terres. Il y a même des périodes dans l'année où on n'a rien à manger. Nous dépendons de l'assistance alimentaire. Même si je travaille beaucoup, la vie reste trop difficile. »

*Abdoulaye Moussa, Leya Koura, Lac Tchad*





# REPONSE HUMANITAIRE

## La réponse apportée sur le terrain pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

En 2021, les partenaires du Cluster Sécurité Alimentaire se recentreront sur les réponses d'urgence aux vulnérabilités provoquées par des chocs externes, en particulier climatiques, saisonniers et soudains, tout en accordant la priorité aux régions les plus affectées par la malnutrition sous toutes ses formes. Ainsi, une réponse d'urgence couplée à un appui visant à préserver ou reconstituer les moyens de subsistance des populations affectées par des chocs, y compris celles en situation de déplacement ou catastrophes naturelles, sera apportée en priorisant les départements où la prévalence de l'insécurité alimentaire est classée en phases de crise et d'urgence selon l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2020 et mars 2021.

Ces interventions concerneront l'assistance alimentaire, l'assistance agricole d'urgence et l'assistance pastorale d'urgence, et toucheront 4 millions de personnes. Les provinces de la bande sahélienne touchées par des épisodes de sécheresse ainsi que les provinces du pays touchées par les inondations et ennemis de cultures seront ciblées. De même, certaines localités de la province du Lac, à l'Est et au Sud, ayant enregistré des mouvements de population seront concernées.

Le renforcement de la résilience des populations consistera, entre autres, à les aider à améliorer durablement leur situation socio-économique. Les interventions de type caisses de résilience, vivres ou argent pour la création d'actifs, filets sociaux, cash plus, « food for assets » et formations techniques seront encouragées. Les déplacés internes et les retournés seront

aussi inclus dans ce type d'appui afin de favoriser leur autonomisation et leur intégration socio-économique au sein des communautés hôtes.

Les partenaires de la sécurité alimentaire, tout en garantissant la participation des personnes assistées dans les interventions, mettront un accent particulier sur le **besoin de renforcement de l'approche multisectorielle des interventions** aux fins d'améliorer l'efficacité et l'efficience des actions de lutte contre les crises alimentaires et nutritionnelles. A cet effet, seront recommandés des approches intégrés sécurité alimentaire/eau, hygiène et assainissement pour les réponses aux inondations et sécurité alimentaire/ articles ménagers essentiels pour les réponses aux nouveaux mouvements de population.

La mise en place d'un **mécanisme d'alerte précoce** dans le secteur nutritionnel basé sur les données de routine et le dépistage actif permettront de détecter toute augmentation significative des admissions dans le but de déclencher le plus rapidement possible un plan



© OCHA/Federica Gabellini



de réponse. La surveillance nutritionnelle sera renforcée en période de soudure pendant laquelle les cas de malnutrition se multiplient.

La persistance de la malnutrition infantile, des faibles pratiques d'hygiène et d'assainissement, de l'insécurité alimentaire chronique et du faible accès aux ressources naturelles dans les provinces sahéliennes du Tchad souligne la nécessité de **renforcer la coordination d'actions** pour l'efficacité de la réponse. Plusieurs études<sup>3</sup> ont démontré qu'une intégration holistique des activités de sécurité alimentaire, nutrition et eau hygiène et assainissement (EHA) permettrait un meilleur impact sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition, une meilleure résilience aux chocs (en introduisant l'épargne



© OCHA/Federica Gabellini

et l'inclusion financière), de solides résultats en matière de santé, une meilleure intégration sociale et une capacité de production améliorée.

## ***Une approche coordonnée et inclusive pour répondre aux besoins de nutrition et sécurité alimentaire***

Pour assurer une réponse harmonieuse, les Clusters Nutrition et Sécurité Alimentaire vont renforcer la coordination tant au niveau national que dans toutes les provinces concernées afin de mieux canaliser les efforts des partenaires. De plus, les échanges réguliers avec d'autres structures de coordination telles que les Comités Provinciaux d'Action (CPA) et les Comités Provinciaux de Nutrition et d'aliment (CPNA) constituent une approche stratégique que les Clusters appuieront pour une coordination provinciale avec un système inclusif où tous les acteurs jouent pleinement leurs rôles. Au niveau communautaire, l'approche multisectorielle sera promue tout en renforçant la participation communautaire, la redevabilité envers les bénéficiaires et la protection transversale.

A travers ces initiatives que sont le « Scaling Up Nutrition » (SUN) et le « Renewed Efforts Against Child Hunger » (REACH), le cluster Nutrition compte renforcer la coordination à tous les niveaux pour des interventions multisectorielles (Eau, Hygiène et Assainissement, Santé, Education et Protection) et intégrée. Ces initiatives visent à répondre aux causes profondes et structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Pour cela, le Cluster Nutrition

s'implique davantage aux côtés des partenaires pour le développement de politiques, stratégies et lignes directrices basées sur les expériences de terrain.

L'approche multisectorielle sera promue, notamment dans les secteurs de la Nutrition, Santé, Education, Sécurité alimentaire, Eau, Hygiène et Assainissement, et Protection, afin de mieux répondre aux besoins d'urgence. Dans ce contexte, les partenaires du projet pilote de lutte contre la faim au Kanem et à Bar-el-Ghazel se sont concertés pour soutenir la mise en œuvre de **paquets d'activités intégrées** (Plans de graduations de la faim), limités dans le temps et séquencés au niveau des ménages visant à faire passer progressivement les ménages les plus vulnérables à une situation durable de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La stratégie vise à améliorer de façon durable la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables à travers la livraison coordonnée de services et investissements pour le renforcement de la résilience et une protection des ménages les plus vulnérables afin de répondre et résister aux chocs récurrents.



## Focus sur la province du Lac

Parmi les provinces en situation d'insécurité alimentaire, le Lac est la plus touchée. Elle présente une situation alarmante comparée aux trois dernières années et vient de dépasser le seuil d'urgence de 15% de la MAG (de 12,3% en 2019 à 18,7% en 2020), et le taux de MAS (de 2,3% en 2019 à 3,9% en 2020) et de mortalité des enfants de moins de 5 ans (3,02/10 000 enfants/jour) sont à un niveau critique<sup>4</sup>.

Cela est dû aux multiples crises qui affectent cette province, notamment le conflit armé en cours qui limite l'accès humanitaire dans certaines zones, et favorise l'insécurité alimentaire et les épidémies. La survenue de la pandémie de COVID-19 vient aggraver la situation, compte tenu des mesures de prévention qui ont eu des impacts négatifs sur l'offre des services avec des ruptures en intrants nutritionnels. Les groupes plus vulnérables, notamment les déplacés et retournés dans la province du Lac, ont été les plus durement impactés par la perte de revenus, les restrictions de mouvement, l'accès réduit au marché et la flambée des prix. Cela a conduit à une augmentation des stratégies d'adaptation négatives

telles que la réduction des repas mais aussi d'autres, plus néfastes, comme les formes dangereuses de travail des enfants et le mariage précoce.

Cette situation est exacerbée par la baisse de production agricole à la suite de l'insécurité du fait des attaques menées par les groupes armés non-étatiques et l'imposition de mesures restrictives faisant suite aux opérations militaires. L'exploitation agricole et l'élevage dans les zones ciblées par les opérations militaires a été considérablement limité. Depuis fin 2019, le nombre de personnes déplacées dans la province du Lac a plus que doublé, passant de 169 000 à 401 000. La majorité des déplacés pratiquait l'agriculture, la pêche, l'élevage et le petit commerce dans leurs villages d'origine. Lors des mouvements brusques, ces communautés ont abandonné derrière elles leurs moyens d'existence. Cette situation aggrave leurs vulnérabilités et les expose à une insécurité alimentaire accrue. Cela crée leur dépendance vis-à-vis de l'assistance humanitaire, dans un contexte déjà fragilisé par les changements climatiques.





# SOUS-FINANCEMENT

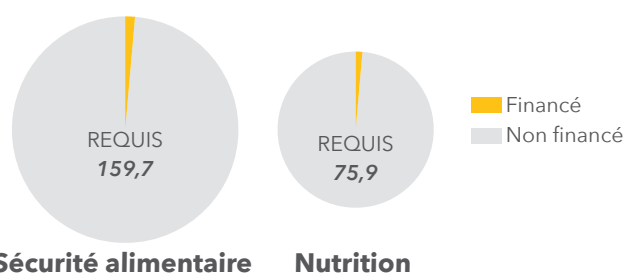
La sécurité alimentaire et la nutrition sont des secteurs dont les financements avoisinent ou dépassent 50%, à l'exception de 2020 où ces secteurs sont respectivement financés à 47% et 33,8%. Ceci a contraint les partenaires des clusters à focaliser la réponse sur les personnes souffrant de la MAS et des personnes en insécurité alimentaire sévère durant la période de soudure, laissant une faible capacité de réponse aux programmes de prévention de la malnutrition et au renforcement des moyens d'existence aux personnes en phase sous-pression alimentaire. Le sous financement a également contraint les acteurs à suspendre la mise à l'échelle de la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe Sévère (PCIMAS) par l'arrêt de l'ouverture de nouvelles unités nutritionnelles.

**Les partenaires et membres des clusters, qui ont élaboré des projets pour 2021 comprenant des sets d'activités complets, ont besoin d'être appuyés**

**et financés afin de répondre aux conséquences humanitaires de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de réduire les risques et vulnérabilités afin des populations du Tchad. Ces projets sont accessibles en ligne :**

<https://fts.unocha.org/appeals/1028/projects>

**Niveau de financement**  
(en million de USD au 10 mai 2021)



© UNICEF/Ndallah

Notes de fin de rapport

1. Avant dernière place sur 119 pays évalués en 2017 : <https://www.ifpri.org/publication/2017-global-hunger-index-inequalities-hunger>
2. <http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/publication-de-chiffres-alarmants-sur-limpact-de-malnutrition-sur-economie-du-tchad>.
3. [https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Publication-Persistent-Global-Acute-Malnutrition\\_web\\_2.26s.pdf](https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Publication-Persistent-Global-Acute-Malnutrition_web_2.26s.pdf)
4. Enquête SMART, DNTA, Décembre 2020

